

LE PRADET (Var)



22 ARR PM PERM 187

ARRÊTÉ PERMANENT

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT AVENUE JEAN MOULIN

Nous, **Hervé STASSINOS**, Maire de la commune de Le Pradet, Vice-président de la Métropole Toulon-Provence-Méditerranée, Conseiller Régional Provence Alpes Côte d'Azur

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2212-2, L 2212-5, L 2213-1 à L 2213-6,

VU le Code de la Route et notamment ses articles L 130-5 et suivants, R 130-2, L325-1, L325-2 et suivants, R 325-1 et suivants, R 411-26, R 412-28 et R 413-14 et suivants, R 417 -3, R 417-10 et suivants, R 417-11, R 415-6 et suivants

VU le Code Pénal et notamment son article R 610-5,

VU la convention de fourrière liant la ville de Le Pradet et le garage BOCQUET-DULAC, la décision municipale N°17-DCM-DGS-076 du 26 juin 2017

VU la demande effectuée par les services techniques de la ville

Considérant qu'il incombe au Maire, dans le cadre de ses pouvoirs de police de la circulation, de veiller à assurer la sûreté et la commodité du passage dans les rues, places et voies publiques ;

ARRETONS

Article 1 : Tous les précédents arrêtés règlementant la circulation sur l'avenue Jean Moulin sont abrogés et remplacés par ce dernier.

Article 2 : La vitesse de tout véhicule circulant sur l'avenue Jean Moulin est limitée à 30 kilomètres par heure (30Km/h)

Article 3 : Des arrêts pour les transports en commun sont matérialisés sur l'avenue Jean Moulin :

- 359 et 440 (dénommés « La Bâtie »)
- A la sortie du gymnase G. Sebastia

Article 4 : L'avenue Jean Moulin est une route prioritaire. Elle l'est au croisement des voies :

- Lotissement « Le Raimu » (STOP)
- Rue Marie Mauron (STOP)
- Résidence « les Meules » (STOP)
- Rue Maréchal Leclerc (STOP)

Article 5 : Des passages pour piétons sont matérialisés :

- Au droit du 23 de la voie
- Au droit su 111 de la voie (passage surélevé),
- Au 222 et 264 sur un plateau traversant
- Au droit du 359 à hauteur du lotissement « Le Raimu »
- Au doit du 544 sur un plateau traversant reliant le gymnase et le parking TPM
- Au 736 reliant la piste cyclable

Article 6 : Un piétonnier est matérialisé, du portail d'accès au complexe « La Bâtie » au 578 jusqu'au passage pour piétons situé au « 736 ». Il est matérialisé par un passage pour piétons et coupe le chemin des Gravettes.

Article 7 : Au 441 de l'avenue Jean Moulin, un carrefour formé avec une piste cyclable. En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route.

Article 8 : Un carrefour appelé « Combattants d'Indochine » formé avec l'avenue Alain Le Leap, l'entrée du parking du gymnase G. Sebastia et l'entrée du parking « TPM » est classé « carrefour à sens giratoire ». En conséquence, les conducteurs qui abordent ce carrefour sont tenus de respecter les règles de priorité fixées par le code de la route. Conformément à l'article R 415-10 du Code de la route, tout conducteur abordant ce carrefour est tenu de céder le passage aux usagers circulant sur la chaussée qui ceinture le carrefour à sens giratoire. Des passages piétons sont matérialisés sur les trois voies, en amont, avant l'entrée dans le giratoire.

Article 9 : Un espace de livraison est matérialisé le long du parking longeant le supermarché. Le stationnement sera interdit pour les véhicules, autres que ceux chargés d'effectuer des livraisons pour le magasin.

Article 10 : Les règles de circulation définies à l'article R110-2 et R 411-25 du Code de la Route seront applicables à compter de la mise en place de la signalisation.

Article 11 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 12 : Les services de la Police Municipale et Nationale seront chargés d'assurer le contrôle des mesures qui seront prises.

Article 13 : Les Services Techniques ou la Police Municipale seront chargés de la mise en place de la signalisation réglementaire pour permettre l'application du présent arrêté.

Article 14 : Le présent arrêté sera publié au registre du Maire et un extrait sera affiché à la police municipale

Article 15 : Madame la Directrice Générale des Services, Monsieur Le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Divisionnaire chef du District de Toulon, la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la notification et l'exécution du présent arrêté.

Le Maire,

CET ACTE PEUT ETRE CONTESTE
LES VOIES ET DELAIS DE RECOURS - Le recours contentieux : devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois. Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr . - Le recours gracieux et hiérarchique : devant le Maire Pour ce dernier recours, l'absence de réponse dans les 2 mois qui suivent la demande équivaut à un refus.